

## Burundi : Logique ethnique ou logique politique ?

RTBF, 11 novembre 2015 Burundi: l'ombre d'un génocide? Le point de vue de deux spécialistes La communauté internationale ne cache plus son inquiétude quant à la situation au Burundi. Les violences sont quotidiennes. Et les Burundais continuent à fuir. Plus de 200 personnes ont été tuées depuis mai dernier; 200 000 personnes ont quitté le pays. Le Burundi, au bord de la guerre civile? Voici les réponses de deux spécialistes : Bob Kabamba, professeur de politique africaine à l'ULG, et Emmanuel Klimis, chercheur à l'Université Saint-Louis de Bruxelles. Pour l'instant, pas une guerre civile.

Selon Bob Kabamba, pour l'instant, on ne peut pas vraiment parler de guerre civile. "Quand on parle de guerre civile, il faut qu'il y ait un mouvement structuré, qui puisse avoir une existence et faire des revendications. Jusqu'ici, ce n'est pas le cas. Mais la situation fait tout de même penser à ce qu'a traversé le Burundi par le passé." Même constat pour Emmanuel Klimis : "Quand on parle de guerre civile, on peut généralement clairement identifier un leader et une chaîne de commandement dans l'opposition". Or, pour l'instant, cette opposition, elle est très éclatée. Emmanuel Klimis détaille : "Il y a l'opposition politique, constituée de la plupart des partis d'opposition qui se sont retrouvés en dehors du Parlement (à l'exception d'Agathon Rwasa qui fait aujourd'hui parti de l'opposition parlementaire). À côté de cela, vous avez une opposition plus difficile à délimiter. Elle est faite d'anciens cadres du parti et de militaires qui ont pris le maquis, en dehors du pays ou cachés à l'intérieur du pays. Les différentes violences à l'encontre des civils sont attribuées par le gouvernement à cette armée. Enfin, il y a la protestation de ceux qui ont quitté le pays". Quoi qu'il en soit, une situation de plus en plus tendue. Guerre civile ou non, la situation est de plus en plus tendue, elle est très inquiétante. Bob Kabamba explique : "C'est très inquiétant d'autant plus que l'on n'arrive pas très bien à identifier qui fait quoi, qui assassine qui. Il est un fait qu'il y a d'une part une politique répressive de la part du pouvoir de Nkurunziza, non seulement vis-à-vis des opposants, mais aussi vis-à-vis des militants des droits de l'homme et des journalistes. Tout ce qui est perçu comme non partisan à l'égard du régime est une cible potentielle pour les forces de sécurité de Nkurunziza. Par ailleurs, il y a des groupes d'autodéfense qui s'organisent pour résister. Et ces groupes de résistance n'ont pas par exemple à s'attaquer à des policiers qui viennent perpétrer des massacres dans leurs quartiers". Certains opposants sont armés. Mais armés mais par qui ? La police même en ce moment, dans les quartiers contestataires, des opérations de désarmement. Le gouvernement a annoncé cette semaine avoir récupéré 95 % des armes détenues par des civils. Emmanuel Klimis nuance : "En fait, il n'y a pas beaucoup de contrôle sur ce chiffre. Il n'y a jamais eu de recensement clair sur les armes depuis les Accords d'Arusha. Et puis, vous savez, en Afrique centrale, avec le conflit en République Démocratique du Congo, c'est une zone où les armes circulent très facilement, une zone où les frontières sont difficiles à contrôler. Ceci dit, ces armes viennent probablement du précédent conflit. Mais il se dit aussi que de nombreux militaires auraient quitté leurs postes avec des armes. Le gouvernement le dément, mais c'est tout à fait plausible". Et Emmanuel Klimis d'ajouter qu'il ne s'agirait pas seulement d'armes légères mais de matériel plus lourd. À propos de l'armée, Bob Kabamba détaille : "Il faut savoir que depuis la tentative de putsch en mai dernier, il y a eu une purge meurtrière qui s'est opérée au sein de l'armée. Tous ceux qui avaient pris fait et cause pour les putschistes ont été pourchassés, persécutés. D'autres ont été assassinés au Burundi. De ce fait, cette mixture (intégration des anciens rebelles hutus dans une armée à majorité tutsie pour assurer un équilibre ethnique prévu par l'accord de paix, ndr) qui découlait de la forme de l'armée s'est fissurée. Cela donne ces affrontements armés dans certains quartiers. Si dans les prochaines semaines, la situation ne s'apaise pas, ces différents groupes pourraient se constituer en une force rebelle. Et alors là, on entrerait de manière très claire dans une guerre civile".

Logique ethnique ou logique politique ? Le gouvernement burundais joue depuis mai dernier et les premières manifestations la carte de la confrontation ethnique, pour expliquer la contestation, le conflit. Est-ce que cette lecture est la bonne? Pour Emmanuel Klimis comme pour Bob Kabamba, la réponse est non. Pour l'instant en tous cas. Bob Kabamba : "Il faut se rendre compte qu'au Burundi, la réalité ethnique n'est pas du tout la même qu'au Rwanda. L'antagonisme entre Hutus et Tutsis est beaucoup plus atténué au Burundi qu'au Rwanda. D'ailleurs, les opposants les plus virulents, les plus radicaux au parti hutu au pouvoir, ce sont des Hutus. Nous sommes vraiment dans une logique purement politique où les pro-Nkurunziza sont contre les anti. On a vraiment là un clivage politique qui transcende les différences ethniques". Emmanuel Klimis explique lui que l'accord de paix, avec la mise en place de la reconnaissance de la différence ethnique, n'a peut-être pas permis d'évacuer les tensions, mais de les placer sur une autre ligne de clivage que le clivage ethnique". Selon les deux spécialistes, jusqu'ici, la population n'est pas tombée dans le piège. "Ça ne prend pas" selon Emmanuel Klimis. Bob Kabamba pense même que plus le régime va se durcir et appliquer une politique répressive de plus en plus forte, "plus on va avoir un antagonisme non pas ethnique, mais politique entre les pro et les anti-Nkurunziza".

Le risque d'un génocide ? Le risque d'un génocide inquiète la communauté internationale. Le président rwandais Paul Kagame y a fait référence lors de remontrances à l'encontre de Bujumbura. À l'ONU aussi, la question était dans toutes les têtes. Sur La Première, mardi matin, le député européen Louis Michel lui aussi évoquait ce risque. Il faut dire que ces derniers jours, plusieurs personnalités du régime ont utilisé la rhétorique génocidaire dans leurs discours. Le président du Sénat a par exemple appelé les partisans du pouvoir à préparer à "nettoyer" les quartiers contestataires. Ou encore à "travailler", terme utilisé au Rwanda en 1994. Pour Bob Kabamba, "c'est une stratégie développée par les partisans du régime pour essayer de donner une autre lecture à ce conflit. Cela vise aussi à essayer d'avoir l'appui des gens qui habitent les collines, pour qui les antagonismes issus des différents conflits dans la région, restent encore des plaies. L'idée c'est de ranimer tout ça et du coup, de bénéficier du soutien de toute la population. Mais il faut aussi tout de suite relativiser cela: dans les collines, comme à Bujumbura, beaucoup de ceux qui manifestent sont aussi des anciens partisans de Nkurunziza. Du coup, quand une des personnalités du régime dit "nettoyer", je ne pense pas qu'il vise uniquement les Tutsis, il vise aussi les opposants hutus de la politique de Nkurunziza. Et donc le terme de nettoyer va au-delà même de la question ethnique. Cela signifie: nous

allons éliminer tous ceux qui sont contre nous, pas seulement les Tutsis mais aussi les Hutus qui sont identifiés comme voulant pactiser avec les ennemis. Non seulement les ennemis de l'intérieur mais aussi les ennemis régionaux dont le Rwanda". Emmanuel Klimis nous appelle à être attentif : "Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de dimension ethnique que l'on ne peut pas se retrouver face à une situation humanitaire catastrophique, si la situation s'envenime encore". La communauté internationale "disqualifie" ce que l'on peut lire aussi, dans ce conflit au Burundi, c'est l'affrontement entre deux blocs, selon Bob Kabamba. "Au sein de la communauté est-africaine, il y a un axe Kigali-Kampala-Nairobi contre l'axe Dar es Salam-Bujumbura. On a l'impression que ces deux axes sont en train de passer sur le territoire burundais. Kigali-Kampala-Nairobi se sont prononcés contre le troisième mandat de Nkurunziza. Par contre Dar es Salam était plus conciliant. Ces violences au Burundi peuvent être analysées comme l'affrontement qu'il y a entre les deux blocs." Emmanuel Klimis pense quant à lui que la solution viendra de ces acteurs régionaux. "L'Ouganda a dit qu'il était prêt à poursuivre sa mission de médiation. Cela est plus susceptible d'être accepté par les Burundais que toute autre initiative extérieure, que le régime présente comme une marque d'imperialisme. Jusqu'ici, il y a eu des pressions des Etats-Unis, de la Belgique, des bailleurs de fonds internationaux et de la coopération au développement. La menace est présente aussi du côté de l'Union européenne. Mais ces menaces ne prennent pas, elles ne produisent qu'un effet de rejet massif. La solution ne peut plus venir du monde occidental présentée comme disqualifiée par le gouvernement en place." Aline Wavreille